

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 221

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 221

La Cour de justice siège en chambres, en grande chambre ou, **exceptionnellement**, en assemblée plénière, en conformité avec les règles prévues à cet effet par le statut de la Cour de justice.

---

#### Explication éventuelle :

*Dans l'esprit de la réforme adoptée à Nice, les formations de jugement de droit commun sont les chambres et la grande chambre. Certes, il a été admis que certaines affaires puissent être soumises à l'assemblée plénière, mais cette procédure doit garder un caractère exceptionnel : il importe de le préciser.*

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 240 bis

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 240 bis

La Cour de justice n'a pas de compétence au regard des articles 29 et 30 de la Partie I et des dispositions du chapitre I de la Partie II concernant la politique étrangère et de sécurité commune.

---

#### Explication éventuelle :

*Si la Convention en exprime le souhait, les autorités françaises sont disposées à réfléchir aux modalités d'une extension limitée et ponctuelle de la compétence de la Cour à la PESC pour certains types de recours, dès lors qu'elles préserveraient la capacité d'action diplomatique de l'Union et des Etats membres et seraient adaptées aux spécificités de la PESC/PESD.*

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 234

Déposée par : Dominique de Villepin

Qualité : - Membre      –Suppléant

---

#### Article 234

#### **1. Les juges nationaux, juges de droit commun de l'Union, font partie intégrante du système juridictionnel de l'Union.**

**2.** La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

- a) sur l'interprétation de la Constitution,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes des institutions de l'Union,
- c) sur l'interprétation des statuts des agences ou organes créés par un acte de l'Union, lorsque ces statuts le prévoient.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour de justice statue dans les plus brefs délais.

---

#### **Explication éventuelle :**

*Le rôle du juge de droit de commun du droit communautaire qui est celui du juge national a été consacré par la jurisprudence de la Cour de justice. Il apparaît souhaitable de le transcrire dans la Constitution.*

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 232

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 232

Dans le cas où, en violation de la Constitution, le Parlement européen, le Conseil, la Commission s'abstiendraient de statuer, les États membres et les autres institutions de l'Union peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation. Cette disposition s'applique, dans les mêmes conditions, aux agences et organes de l'Union qui s'abstiennent de statuer.

Ce recours n'est recevable que si l'institution, agence ou organe en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution, agence ou organe n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des Institutions, agences ou organes de l'Union d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis. **Cette disposition ne s'applique pas aux actes relevant de la coopération judiciaire et policière en matière pénale.**

---

#### Explication éventuelle :

*Il n'apparaît pas souhaitable qu'un recours en carence puisse être introduit contre Europol et Eurojust.*

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 230

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 230

1. La Cour de justice contrôle la légalité des lois européennes et des lois-cadres européennes, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. Elle contrôle aussi la légalité des actes des agences et organes de l'Union qui produisent des effets juridiques vis-à-vis de tiers.
2. À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la Constitution ou de toute règle de droit relatif à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.
3. La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne et par le Comité des Régions, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.
4. Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les ~~actes réglementaires~~ **règlements** qui la concernent directement sans comporter de mesures d'exécution **nationales**.
5. Les actes créant les organes et agences de l'Union peuvent prévoir des conditions et modalités spécifiques concernant les recours introduits par des personnes physiques ou morales contre des actes de ces organes ou agences destinés à produire des effets juridiques.
6. Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

---

**Explication éventuelle :**

*L'extension du droit de recours en annulation des particuliers ne doit pas aboutir à étendre ce droit indistinctement à l'égard de tous les actes réglementaires, en particulier les décisions, qui ne font généralement pas l'objet de mesures d'exécution, mais au sujet desquelles il n'y a pas de raisons de modifier le régime actuel prévu par le traité (droit de recours ouvert pour les particuliers destinataires d'une décision ou concernés directement et individuellement par celle-ci). Il faut donc viser uniquement les règlements au paragraphe 4.*

*Par ailleurs, lorsque des actes réglementaires communautaires font l'objet, pour leur mise en œuvre, de mesures nationales d'exécution, les personnes intéressées peuvent, en contestant les mesures d'exécution nationales devant le juge national, contester la légalité de l'acte communautaire qu'elles mettent en œuvre. Si la contestation est suffisamment sérieuse, le juge national en saisira la Cour de Justice. En revanche, le système actuel comporte une insuffisance lorsque l'acte communautaire ne nécessite aucune mesure nationale pour son exécution, dans la mesure où les personnes concernées ne peuvent se saisir d'aucun acte susceptible d'être déféré au juge national. C'est cette insuffisance qu'il convient de corriger en assouplissant les règles de recevabilité pour les recours dirigés contre les actes réglementaires de l'Union qui ne comportent aucune mesure nationale pour leur exécution.*

## FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 230 bis

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

### Article 230 bis

L'État membre concerné par une constatation par le Conseil européen ou par le Conseil en vertu de l'article 45 peut ~~s'adresser~~ **adresser un recours** à la Cour de justice, dans un délai d'un mois à compter de la date de ladite constatation, ~~pour~~ **sur le seul fondement de la** violation des ~~seules~~ prescriptions de procédure prévues dans cette disposition.

---

Explication éventuelle :

*Amendement rédactionnel*

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 229

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 229

Les lois européennes, ~~lois-cadres européennes~~ et les lois ou règlements du Conseil, adoptés en vertu de la Constitution, peuvent attribuer à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction pour les sanctions qu'elles prévoient.

---

#### Explication éventuelle :

*Les directives ne sont pas mentionnées actuellement à l'article 229 car elles ne peuvent prévoir de sanctions directement applicables.*



## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 228

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 228

1. Si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cet État est tenu de prendre les dispositions que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.
2. Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris ~~des~~ mesures ~~que comporte~~ l'exécution de l'arrêt de la Cour, **elle émet, après avoir donné à cet Etat la possibilité de présenter ses observations, un avis motivé précisant les points sur lesquels l'Etat membre concerné ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour.**

---

**Si l'Etat membre concerné n'a pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour dans le délai fixé par la Commission, celle-ci** elle peut saisir la Cour de justice, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de l'article 227.

3. ~~Lorsque la Commission saisit la Cour de justice d'un recours en vertu de l'article 226 estimant que l'État concerné a manqué à son obligation de communiquer des mesures de transposition d'une loi cadre, elle peut, lorsqu'elle le considère approprié, demander à la Cour de justice à ce qu'elle inflige, dans le même recours, le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte dans le cas où la Cour constaterait un manquement. Si la Cour de justice fait droit à la demande de la Commission, le paiement en question prend effet dans le délai imparti par la Cour de justice dans son arrêt.~~

---

**Explication éventuelle :**

*Il importe de maintenir le texte de l'actuel article 228.*

*S'agissant du paragraphe 2, la phase pré-contentieuse est essentielle pour permettre un véritable dialogue entre la Commission et l'Etat membre concerné et cerner le champ exact du litige. A cet égard, il faut tenir compte que les recours pour non-exécution d'un arrêt de la Cour portent souvent sur une exécution prétendument incomplète ou non conforme à l'arrêt de la Cour. Il faut donc préserver l'ensemble des garanties procédurales prévues par l'actuel article 228. Il convient au demeurant de rappeler que plusieurs possibilités existent d'ores et déjà pour accélérer les procédures :*

- la Commission peut renoncer à sa réplique et ainsi mettre fin à la procédure écrite devant la Cour après un seul échange de mémoires ;*
- la Cour peut décider de se passer de procédure orale ;*
- enfin, depuis le traité de Nice, elle peut également rendre son arrêt sans conclusions de l'avocat général.*

*En ce qui concerne le paragraphe 3, l'idée consistant à permettre l'imposition d'une amende ou d'une astreinte pour les cas de non-communication d'une directive n'a guère de sens. Les cas de non-communication ne constituent pas forcément les infractions les plus graves. La disposition proposée pourrait en outre facilement être contournée par les Etats membres en communiquant des mesures de transposition manifestement inadaptées ou insuffisantes. A cet égard, il convient également de rappeler que la jurisprudence de la Cour permet déjà, sous certaines conditions, à un particulier affecté par une transposition inexistante, insuffisante ou incorrecte de mettre en jeu la responsabilité de l'Etat membre concerné.*

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Proposition d'amendement à l'Article 224 bis**

**Déposée par Monsieur de Villepin**

**Qualité : - Membre**

---

#### **Article 224 bis**

Un comité est institué afin de donner un avis **motivé** sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance préalablement à la décision des gouvernements des États membres conformément aux articles 223 et 224.

Le comité est composé de sept personnalités parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont un est proposé par le Parlement européen. La désignation des membres de ce comité et ses règles de fonctionnement sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition du président de la Cour de justice.

---

**Explication éventuelle :**

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 240 ter

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 240 ter

Dans l'exercice de ses compétences concernant les dispositions des chapitres 3 et 4 du Titre [...] concernant l'espace de liberté, sécurité et justice, la Cour de justice n'a pas de compétence pour contrôler la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un État membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure, **lorsque ces actes relèvent du droit interne.**

---

#### Explication éventuelle :

*La mention « lorsque ces actes relèvent du droit interne » est superfétatoire. Il est évident que la Cour de justice n'est compétente que pour statuer sur des actes qui relèvent du droit communautaire. De plus, cet article étant le corollaire de l'article 6 du titre concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice de la IIème partie, il convient qu'il en respecte la formulation.*